



Madame Élisabeth Borne  
Première ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 Paris

Paris, le 27 juillet 2023

Madame la Première ministre,

Les collectivités locales et leurs groupements, réunis au sein du collectif « la Belle Alliance » depuis 2021, sont mobilisés pour la transformation numérique responsable du territoire et pleinement engagés en faveur d'un numérique au service de l'humain. Alors que la dématérialisation impacte désormais toutes les activités de la vie courante, la récente étude du CREDOC-CREAD pointe que 31,5% français adultes demeurent éloignés du numérique. Une attention toute particulière doit être portée à la coordination et aux financements des politiques d'inclusion numérique.

A ce sujet, nous saluons la mobilisation et l'écoute de Jean-Noël Barrot, ministre délégué au Numérique, dans le cadre des concertations du Conseil national de la refondation – numérique. La feuille de route nationale « France numérique ensemble » (FNE), coconstruite avec l'ensemble des parties prenantes, affiche des objectifs ambitieux que nous partageons.

Toutefois, le rapport final « Gouvernance, finances et modèles économiques » présenté le 28 février 2023 dans le cadre de cette concertation ne semble pas avoir trouvé sa traduction concrète dans la feuille de route « FNE ». En effet, cette dernière ne précise pas l'ampleur des engagements financiers de l'État pour la pérennisation des dispositifs d'inclusion numérique (engagement n°2). Ce rapport estimait à au moins 100 millions d'euros par an les moyens nécessaires à un programme budgétaire dédié d'inclusion numérique pour, a minima, maintenir les dispositifs existants, encore insuffisants. Pour répondre correctement aux besoins d'accompagnement et de formations auprès de l'ensemble des publics touchés par l'illectronisme, nous estimons qu'il faudrait doubler cette enveloppe (200M€ par an).

En particulier, l'objectif d'accompagner 8 millions de français à l'acquisition de compétences numériques de base repose sur le concours dans la durée des 4000 conseillers numériques recrutés à l'appui du plan France relance (200 M€ mobilisés sur 2020-2023) mais aussi sur la diversité des initiatives que devront déployer les collectivités en matière de médiation numérique sur le terrain, les diagnostics locaux, l'identification des publics fragiles, les démarches « d'aller-vers », notamment. Sur ces deux leviers (Conseillers Numériques France Services et soutien aux feuilles de routes locales) aucun financement n'est aujourd'hui prévu pour 2024, ni au-delà.

Aussi nous paraît-il indispensable, pour donner toute leur portée aux ambitions du CNR Numérique, que les financements nécessaires soient suffisamment provisionnés et inscrits dans la durée et que

les engagements de l'État soient clairement affichés, alors que débutent les discussions préparatoires au projet de loi de finances pour 2024.

Les collectivités locales et leurs groupements comptent sur une clarification des engagements financiers de l'Etat pour maintenir et développer leurs actions, essentielles pour garantir l'accès aux droits les plus fondamentaux et réduire la fracture numérique entre les citoyens.

Vous remerciant pour l'attention que vous voudrez prêter à cette demande essentielle à la réussite de nos ambitions communes en matière d'inclusion numérique, nous vous prions d'agréer, Madame la Première ministre, l'expression de notre très haute considération.

**David Lisnard**

Président de l'AMF

**Michel Fournier**

Président de l'AMRF

**Christophe Bouillon**

Président de l'APVF

**Patrick Chaize**

Président de l'AVICCA

**François Sauvadet**

Président de Départements de France

**Xavier Pintat**

Président de la FNCCR

**Johanna Rolland,**

Présidente de France urbaine

**Sébastien Martin**

Président des Intercommunalités de France

**Franckie Trichet**

Président des Interconnectés

**Constance Nebbula**

Présidente d'OpenDataFrance

**Carole Delga**

Présidente de Régions de France

**Gilles Leproust**

Président de l'association des Maires Ville et Banlieue de France

**Gil Avérous**

Président de Villes de France